

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 857

28 FEVRIER 1991. — Décret portant création d'un Service des Etudes et de la Statistique (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — De la création

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est créé au cadre du Ministère de la Région wallonne, sous la dénomination « Service des Etudes et de la Statistique », en abrégé S.E.S., un établissement scientifique régional.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du présent décret, l'Exécutif règle, par arrêté, la gestion comptable, financière et patrimoniale du Service des Etudes et de la Statistique ci-après dénommé le Service.

Art. 2. § 1^{er}. Le Service a pour objet de centraliser toutes les données statistiques utiles à la Région et de réaliser toutes études exploitant ces données.

En particulier, il est chargé :

— de la collecte et du stockage des données indispensables à la conduite de la politique régionale, notamment de la politique économique;

— de la réalisation des études prévisionnelles à court, moyen et long terme destinées à éclairer les conséquences des choix de politiques — notamment économique — de la Région.

§ 2. Le Service peut poursuivre son objet, directement ou indirectement, dans le cadre d'associations ou de sous-traitance avec des tiers spécialisés, telles qu'elles sont prévues à l'article 8 du présent décret.

§ 3. Par Ministre, il faut entendre au sens du présent décret le Ministre-Président.

CHAPITRE II. — De la gestion

Art. 3. L'Exécutif peut octroyer délégation aux fonctionnaires suivants du Ministère de la Région wallonne :

- le Secrétaire général;
- l'Inspecteur général en charge du service concerné.

Art. 4. § 1^{er}. L'Exécutif, sur proposition du Ministre, arrête, avant le 15 novembre de chaque année, les propositions budgétaires à soumettre au Conseil régional en y joignant l'avis émis par le Conseil wallon de la Statistique.

§ 2. Les dépenses du Service sont liquidées et payées sans l'intervention au préalable de la Cour des Comptes. La Cour peut contrôler la comptabilité sur place et se faire fournir, en tout temps, tous documents justificatifs, états, renseignements et éclaircissements relatifs aux recettes, aux dépenses ainsi qu'aux avoirs et dettes.

CHAPITRE III. — Du partenariat

Art. 5. § 1^{er}. Le Service est assisté dans sa tâche par un Conseil wallon de la Statistique, dont les missions sont les suivantes :

- analyser l'état actuel de la statistique régionale et remettre au Ministre un avis motivé sur la question;
- soumettre au Ministre un plan pluriannuel de développement de la statistique régionale et formuler à cet effet toutes propositions utiles;
- transmettre chaque année au Ministre un rapport détaillant le degré d'avancement du plan pluriannuel;
- remettre un avis sur les propositions budgétaires visées à l'article 3 du présent décret.

§ 2. Le Conseil wallon est composé de douze membres dont huit membres sont choisis parmi les différentes institutions wallonnes et francophones d'enseignement universitaire et quatre membres sont proposés par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Les membres sont nommés par l'Exécutif régional wallon.

§ 3. La première désignation des membres du Conseil wallon de la Statistique intervient dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret. Les mandats des membres sont de trois ans, renouvelables. Passé ce délai, le Conseil continue d'exercer ses missions tant que n'est pas intervenue la désignation du nouveau Conseil par l'Exécutif.

Art. 6. § 1^{er}. Le Conseil wallon élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation à l'Exécutif. Le secrétariat du Conseil est assuré par le personnel du Service.

§ 2. Le règlement prévoit notamment les modalités de désignation d'un président et de deux vice-présidents. Ceux-ci sont élus par les membres du Conseil en leur sein.

Art. 7. La fonction de membre du Conseil wallon de la Statistique n'est pas rétribuée. Toutefois, une indemnité pour frais de déplacements et de séjours est accordée aux membres du Conseil qui ne font pas partie d'une administration. Pour l'application de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, ces personnes sont assimilées aux agents de l'Etat titulaires d'un grade de rang 15.

Art. 8. § 1^{er}. Pour réaliser ses missions, le Service peut également s'adresser aux universités wallonnes et francophones ainsi qu'aux centres de recherche disposant des compétences nécessaires.

§ 2. A cet effet, le Service conclut un contrat d'association portant sur une période de trois années renouvelables. Le contrat est accompagné d'un cahier des charges précis.

(1) Session 1990-1991.

Documents du Conseil, 146 (1989-1990), nos 1 à 8.

Compte rendu intégral. Séance publique du 21 février 1991. Discussion. — Vote.

CHAPITRE IV. — *Du personnel*

Art. 9. § 1^{er}. Les agents statutaires du Service sont recrutés, affectés et promus conformément au statut du personnel des établissements scientifiques de l'Etat et en fonction des disponibilités prévues par l'arrêté de l'Exécutif fixant le cadre organique du personnel du Ministère de la Région wallonne.

§ 2. Les agents contractuels sont recrutés et affectés par l'Exécutif soit pour des missions spécialisées à finalité technique et/ou scientifique, soit pour des programmes de durée déterminée, en fonction des disponibilités financières inscrites au budget.

CHAPITRE V. — *Des marchés*

Art. 10. § 1^{er}. La compétence d'approuver l'exécution des marchés peut être octroyée à un ordonnateur désigné par le Ministre.

§ 2. Dans ce cas, l'ordonnateur est autorisé à approuver toute dépense de fonctionnement en rapport avec les besoins habituels de service pour un montant maximum de cinq cent mille francs et jusqu'à concurrence globale annuelle de vingt millions.

§ 3. Après l'attribution d'un marché dont le montant excède un million deux cent mille francs, il ne peut être dérogé aux clauses et conditions essentielles du marché, ni accordé de remise d'avance que par décision motivée de l'Exécutif.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 février 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés
et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN DER BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature
et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics et de l'Equipement pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies
et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 857

28. FEBRUAR 1991. — Dekret zur Errichtung einer Dienststelle für Studien und für Statistik (1)

Der Wallonischen Regionalrat hat das folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL I. — *Die Errichtung*

Artikel 1. § 1. Im Rahmen des Stellenplans des Ministeriums der Wallonischen Region, wird eine regionale wissenschaftliche Einrichtung unter der Bezeichnung « Dienststelle für Studien und für Statistik », abgekürzt D.S.S. errichtet.

§ 2. Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets regelt die Exekutive durch Erlass die Rechnungsführung, die Finanz- und Vermögensverwaltung der Dienststelle für Studien und für Statistik, die nachstehend die Dienststelle bezeichnet wird.

Art. 2. § 1. Die Dienststelle hat als Aufgabe die Sammlung der für die Region notwendigen gesamten statistischen Angaben und die Ausführung der gesamten Studien, die diese Angaben verwenden.

Besonders wird sie beauftragt mit :

— der Sammlung und der Speicherung der Angaben, die zur Führung der Regionalpolitik, insbesondere der Wirtschaftspolitik, unerlässlich sind;

(1) Sitzungsperiode 1990-1991.

Ratsdokumente 146 (1989-1990), Nrn. 1 bis 8.

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung vom 21. Februar 1991. Diskussion. — Abstimmung.

- der Ausführung der kurz-, mittel-, oder langfristig vorausschauenden Studien, die zur Aufklärung der Folgen der Wahl der Politik, insbesondere der Wirtschaftspolitik der Region, bestimmt sind.
- § 2. Die Dienststelle kann ihre Aufgabe direkt oder indirekt im Rahmen von Vereinigungen oder Zulieferung mit spezialisierten Dritten, so wie diese in Artikel 8 des vorliegenden Dekrets vorgesehen sind, verfolgen.
- § 3. Unter Minister ist im Sinne des vorliegenden Dekrets den Minister-Vorsitzenden zu verstehen.

KAPITEL II. — Die Verwaltung

Art. 3. Die Exekutive kann den folgenden Beamten der Wallonischen Region eine Vollmacht erteilen :

- dem Generalsekretär;
- dem mit der betreffenden Dienststelle beauftragten Generalinspektor.

Art. 4. § 1. Auf Vorschlag des Ministers legt die Exekutive vor dem 15. November jedes Jahres die Haushaltsvorschläge fest, die dem Regionalrat zusammen mit dem durch den Wallonischen Rat der Statistik abgegebenen Gutachten vorzulegen sind.

§ 2. Die Ausgaben der Dienststelle werden ohne vorgehende Intervention des Rechnungshofes aus- und bezahlt.

Der Rechnungshof kann die Buchführung an Ort und Stelle kontrollieren und sich jederzeit alle Dokumente, Belege, Verzeichnisse, Auskünfte und Aufklärungen bezüglich der Einnahmen, der Ausgaben sowie der Aktiva und Passiva erteilen lassen.

KAPITEL III. — Partnerschaft

Art. 5. § 1. Die Dienststelle wird in ihrer Aufgabe von einem Wallonischen Rat der Statistik unterstützt, dessen Aufträge die folgende sind :

- den aktuellen Stand der regionalen Statistik zu analysieren und dem Minister ein auf dieser Frage begründetes Gutachten zu übermitteln;
- dem Minister einen mehrjährigen Plan zur Entwicklung der Regionalen Statistik zu unterbreiten und zu diesem Zweck alle erforderlichen Vorschläge abzufassen;
- jedes Jahr dem Minister einen detaillierten Bericht über den Fortschrittsgrad des mehrjährigen Planes zu übermitteln;
- ein Gutachten über die in Artikel 3 des vorliegenden Dekrets erwähnten Haushaltsvorschläge weiterzugeben.

§ 2. Der Wallonische Rat wird aus zwölf Mitgliedern, deren acht unter den verschiedenen Wallonischen und französischsprachigen Einrichtungen für Universitärunterricht gewählt werden und deren acht von dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region vorgeschlagen werden, zusammengestellt.

Die Mitglieder werden von der Wallonischen Regionalexekutive ernannt.

§ 3. Die erste Benennung der Mitglieder des Wallonischen Rates der Statistik erfolgt innerhalb drei Monate nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets. Die Amtszeiten der Mitglieder sind von drei Jahren, die erneuert werden können. Wenn diese Frist überschritten ist, übt der Rat seine Aufträge weiter aus, soweit die Benennung des neuen Rates von der Exekutive nicht getroffen wird.

Art. 6. § 1. Der Wallonische Rat stellt seine allgemeine Dienstordnung auf und wird diese zur Genehmigung der Exekutive vorlegen. Das Sekretariat des Rates wird vom Personal der Dienststelle gewährleistet.

§ 2. Die Ordnung sieht insbesondere die Modalitäten der Benennung eines Vorsitzenden und zwei stellvertretenden Vorsitzenden vor. Diese werden von den Mitgliedern des Rates aus ihrer Mitte gewählt.

Art. 7. Das Mitgliedsamt des Wallonischen Rates der Statistik wird nicht entlohnt. Eine Vergütung für Fahrt — und Aufenthaltskosten wird jedoch den Mitgliedern des Rates gewährt, die keiner Verwaltung angehören. Für die Anwendung des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 über die allgemeine Regelung bezüglich der Fahrtkosten werden diese Personen den Staatsbediensteten, die Inhaber eines Grades von Rang 15 sind, gleichgestellt.

Art. 8. § 1. Um ihre Aufträge auszuführen kann die Dienststelle sich auch an die Wallonischen und Französischsprachigen Universitäten sowie an die Forschungszentren, die über die notwendigen Befugnisse verfügen, wenden.

§ 2. Hierzu schließt die Dienststelle eine Vereinbarung über gegenseitige Zusammenarbeit für einen Zeitraum von drei Jahren, der erneuert werden kann. Die Vereinbarung wird mit einem genauen Lastenheft versehen.

KAPITEL IV. — Das Personal

Art. 9. § 1. Die statutarischen Bediensteten der Dienststelle werden gemäss dem Statut des Personals der Wissenschaftlichen Staatseinrichtungen und im Verhältnis zu den durch den Erlaß der Exekutive zur Festlegung der Grundordnung des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Verfügbarkeiten angeworben, versetzt und befördert.

§ 2. Die Vertragsbediensteten werden von der Exekutive entweder für die Aufträge mit einer technischen und/oder wissenschaftlichen Zweckbestimmung oder für Programme mit unbestimmter Dauer im Verhältnis zu den im Haushalt eingetragenen finanziellen Verfügbarkeiten angeworben und versetzt.

KAPITEL V. — Geschäfte

Art. 10. § 1. Die Befugnis, die Ausführung der Geschäfte zu genehmigen, kann einem von dem Minister bezeichneten anweisungsbefugten Bediensteten gewährt werden.

§ 2. In diesem Fall wird der anweisungsbefugte Bedienstete berechtigt alle Betriebsausgaben im Zusammenhang mit dem gewöhnlichen Bedarf des Dienstes für einen Höchstbetrag von 500 000 Franken und bis zu einer sämtlichen jährlichen Höhe von 20 Millionen zu genehmigen.

§ 3. Nach der Gewährung eines Geschäftes, dessen Betrag über 1 250 000 Franken liegt, kann, nur durch eine von der Exekutive begründete Entscheidung, von wesentlichen Bestimmungen und Bedingungen des Geschäftes nicht abgewichen werden und einen Abzug im voraus nicht gewährt werden.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namür, den 28. Februar 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den lokalen Behörden,
den bezuschussten Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,
A. VAN DER BIEST

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,
A. DALEM

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur
und der Industriezonen für die Wallonischen Region,
E. HISMANS

Der Minister der öffentlichen Arbeiten und der Ausrüstung für die Wallonische Region,
A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,
A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

—
VERTALING
—

—
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
—

28 FEBRUARI 1991. — Decreet houdende oprichting van een Dienst Studiën en Statistiek (1)

—
De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *De oprichting*

Artikel 1. § 1. In de personeelsformatie van het Ministerie van het Waalse Gewest wordt er een regionale wetenschappelijke instelling opgericht, onder de benaming « Dienst Studiën en Statistiek », D.S.S. afgekort.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van onderhavig decreet regelt de Executieve bij wijze van besluiten het beheer van de boekhouding, de financiering en het vermogen van de Dienst Studiën en Statistiek, hiernavolgend de Dienst genaamd.

Art. 2. § 1. De Dienst heeft ten doel alle voor het Gewest nuttige statistische gegevens te centraliseren en alle studiën tot uitbating van deze gegevens uit te voeren.

Hij wordt speciaal belast met :

- het inzamelen en het stockeren van de voor het leiden van het gewestbeleid noodzakelijke gegevens, in het bijzonder met betrekking tot het economisch beleid;
- het uitvoeren van prognosen op korte, middellange en lange termijn ten einde de gevolgen van de keuzen inzake beleid van het Gewest, namelijk het economisch beleid, voor te lichten.

§ 2. De Dienst kan zijn doel nastreven, rechtstreeks of onrechtstreeks, in het kader van samenwerking of onderaanbestedingen met gespecialiseerde derden, zoals deze voorzien zijn in artikel 8 van onderhavig decreet.

§ 3. Onder Minister dient te worden verstaan in de zin van onderhavig decreet de Minister-Voorzitter.

HOOFDSTUK II. — *Het beheer*

Art. 3. De Executieve kan machtiging verlenen aan volgende ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest :

- de secretaris-generaal;
- de inspecteur-generaal belast met de betrokkene dienst.

Art. 4. § 1. Op voordracht van de Minister, bepaalt de Executieve, vóór 15 november van ieder jaar, de aan de Gewestraad voor te leggen budgettaire voorstellen met het door de Waalse Raad van de Statistiek gegeven advies.

§ 2. De uitgaven van de Dienst worden vereffend en betaald zonder voorafgaande toedoen van het Rekenhof. Het Hof kan de boekhouding ter plaatse controleren en zich te allen tijde alle bewijsstukken, standen, inlichtingen en ophelderingen betreffende de ontvangsten, uitgaven alsook het vermogen en de schulden laten overleggen.

(1) Zitting 1990-1991.

Stukken van de Raad, 146 (1989-1990), nrs. 1 tot 8. — Bespreking. — Stemming.

HOOFDSTUK III. — *Het partnerschap*

Art. 5. § 1. De Dienst wordt in zijn taak bijgestaan door een Waalse Raad van de Statistiek, waarvan de opdrachten de volgende zijn :

- de huidige stand van de gewestelijke statistiek ontleden en daaromtrent een gemotiveerd advies aan de Minister overmaken;
- een meerjarenplan voor de ontwikkeling van de gewestelijke statistiek aan de Minister voorleggen en daaromtrent alle nuttige voorstellen toelichten;
- jaarlijks een gedetailleerd verslag over de vorderingsgraad van het meerjarenplan aan de minister overmaken;
- een advies geven over de in artikel 3 van onderhavig decreet bedoelde budgettaire voorstellen.

§ 2. De Waalse Raad bestaat uit twaalf leden, waarvan acht leden gekozen zijn tussen de verschillende Waalse en Franstalige universitaire instellingen en vier leden voorgesteld worden door de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

De leden worden door de Waalse Gewestexecutieve benoemd.

§ 3. De eerste aanstelling van de leden van de Waalse Raad van de Statistiek geschiedt binnen drie maanden na de inkrachttrading van onderhavig decreet. De mandaten van de leden duren drie jaren en zijn vernieuwbaar. Na deze termijn blijft de Raad zijn opdrachten uitvoeren zolang de aanstelling van de nieuwe raad niet door de Executieve gedaan is.

Art. 6. § 1. De Waalse Raad stelt zijn reglement van inwendige orde op en legt het aan de Executieve ter goedkeuring voor. Het secretariaat van de Raad wordt door het personeel van de Dienst verzekerd.

§ 2. Het reglement voorziet onder meer in de aanstellingsmodaliteiten van een voorzitter en van twee ondervoorzitters. Deze worden door de leden van de Raad, uit hun midden, gekozen.

Art. 7. De functie van de leden van de Waalse Raad van de Statistiek is niet bezoldigd. Er wordt nochtans een vergoeding voor verplaatsing- en verblijfkosten toegekend aan de leden van de Raad die niet deel uitmaken van een administratie. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten worden deze personen gelijkgesteld met Rijksambtenaren, die titularis zijn van een graad van rang 15.

Art. 8. § 1. Voor de uitvoering van zijn opdrachten kan de Dienst ook beroep doen op de Waalse en Franstalige universiteiten, alsook op onderzoekscentra die over de nodige bevoegdheden beschikken.

§ 2. Tot dat doel, sluit de Dienst een samenwerkingscontract af van drie vernieuwbare jaren. Het contract is aangevuld met een nauwkeurig lastenkohier.

HOOFDSTUK IV. — *Het personeel*

Art. 9. § 1. De statutaire agenten van de Dienst worden aangeworven, aangesteld en bevorderd overeenkomstig het statuut van het personeel van de wetenschappelijke Rijksinstellingen en naar gelang de mogelijkheden voorzien in het besluit van de Executieve tot vaststelling van de organieke personeelsformatie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

§ 2. De contractuele agenten worden door de Executieve aangeworven en aangesteld hetzij voor gespecialiseerde opdrachten met een technisch en/of wetenschappelijk doeleinde, hetzij voor programma's van beperkte duur, naarmate de op de begroting opgenomen financiële middelen.

HOOFDSTUK V. — *De opdrachten*

Art. 10. § 1. De bevoegdheid de uitvoering van een opdracht goed te keuren kan aan één door de Minister aangewezen ordonnateur toegekend worden.

§ 2. In dat geval, is de ordonnateur gemachtigd alle werkingsuitgaven goed te keuren met betrekking tot de gewone dienstbehoeften voor een maximum van vijfhonderdduizend en tot een jaarlijks totaal van twintig miljoen franken.

§ 3. Na toekenning van een opdracht waarvan het bedrag hoger is dan één miljoen tweehonderdvijftigduizend franken, mag er enkel bij gemotiveerde beslissing van de Executieve afgeweken worden van de hoofdzakelijke bepalingen en voorwaarden van de opdracht.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 februari 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling,
belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken en Uitrusting,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën
en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN